

Appel de la coordination nationale universitaire du 10 et 11 Novembre de Rennes

Nous, étudiants réunis en coordination nationale, représentant les assemblées générales de universités, constatons que la mobilisation prend chaque semaine de l'ampleur contre la LRU et les attaques du gouvernement. Plus de 50 assemblées générales ont eu lieu cette semaine, réunissant des dizaines de milliers d'étudiants. **Plus de 25 universités sont en grève, dont plus de 15 ont voté massivement le blocage et l'arrêt total des cours.** La mobilisation des étudiants s'annonce donc massive. Des assemblées générales sont prévues cette semaine dans presque toutes les universités.

Nous refusons la LRU parce qu'elle vise à démanteler le service public d'enseignement supérieur, amorcé depuis plus de 30 ans à travers de nombreux projets de lois (loi Faure, Projet De Waquet, Plan U3M, LMD, Loi de Modernisation des Universités), dont l'objectif principal est la mise en concurrence des universités à l'échelle mondiale comme aux niveaux nationaux. La LRU va vers la privatisation des universités, augmentant ainsi le poids des entreprises et du privé. Les universités pourront être gérées comme des entreprises par des présidents tous puissants et des conseils d'administration avec encore moins de contrôle démocratique. Ainsi, les universités seront mises en concurrence avec comme conséquence une baisse du financement des filières considérées comme non rentables, une dégradation des conditions d'études dans les universités, et une augmentation de la sélection envers les étudiants. La loi instaure une pré-sélection des lycéens à l'entrée de l'université et facilite à terme l'augmentation des frais d'inscriptions. Nous appelons l'ensemble des lycéens-ennes à se mobiliser et à bloquer leurs établissements.

De plus, les personnels enseignants comme non enseignants seront précarisés et gérés directement par la présidence des universités : c'est la casse de leur statut qui est programmée.

Cette réforme n'étant ni négociable, ni amendable tant au niveau national que local, nous exigeons son abrogation.

La LRU n'est qu'une des mesures qui s'inscrivent dans la logique globale de casse de l'éducation, des services publics, et de l'ensemble des droits sociaux.

Nous exigeons un cadrage national des diplômes, une augmentation des aides sociales et du budget de l'enseignement supérieur, ainsi que la suppression des frais d'inscription. En particulier, nous exigeons le rétablissement des 22000 postes de fonctionnaires supprimés cette année dont les 11200 dans l'éducation nationale.

Nous exprimons notre solidarité avec les luttes des salariés qui se déroulent en ce moment et avec leurs revendications : contre la remise en cause des régimes spéciaux et pour le retour aux 37,5 annuités pour tous ; contre les franchises médicales ; contre la précarisation des statuts de la fonction publique. Cette solidarité ne doit pas être un vain mot elle engage tous les acteurs du mouvement social à travailler et à lutter ensemble. Nous dénonçons également la stigmatisation des immigrés et **nous exigeons l'abrogation des lois anti-immigrés en particulier la loi Hortefeux, la régularisation de tous les sans-papiers et la fermeture des centres de rétention, et la fin des rafles.** Au rouleau compresseur du gouvernement nous opposons la convergence des luttes tous les secteurs attaqués, qui seule pourra le faire céder.

Le gouvernement fait fermer les universités bloquées et envoie les CRS dans celles qui sont occupées. A la mobilisation, le gouvernement répond par des pseudo promesses et par une répression dans les universités, **nous appelons au boycott et blocage des commissions de mise en place de la LRU. Nous condamnons fermement les fermetures administratives et les agissements de la police. Face aux référendums organisés par les administrations nous affirmons la seule légitimité des Assemblées Générales et des comités de grèves pour décider des suites du mouvement. Les votes à bulletins secrets doivent être empêchés car ils nuisent au mouvement.**

Nous appelons la population à soutenir notre mobilisation, celle des cheminots et la grève du 20 novembre dans la fonction publique. C'est par une lutte de tous et pour tous, que nous pourrons faire céder le gouvernement.

Nous appelons les étudiants à se mettre en grève dès maintenant, à construire la lutte avec piquets de grève, blocage et occupation à discuter et convaincre autour d'eux pour construire un mouvement encore plus massif. Nous appelons tous les personnels des universités à nous rejoindre dans la grève.

Nous appelons à une journée nationale d'action de blocage des gares le mardi 13 Novembre.

Nous appelons à manifester aux côtés des cheminots le 14 ou le 15 novembre selon les villes. Nous appelons à manifester massivement le 20 novembre avec la fonction publique.

Nous appelons les salariés du public comme du privé à se saisir de ces dates pour nous rejoindre dans la grève, car c'est tous ensemble étudiants lycéens travailleurs que nous ferons céder le gouvernement.

La coordination ne reconnaît pas et condamne toute négociation de syndicat ou organisation avec le gouvernement car l'objectif est la mise en place d'un rapport force, le seul moyen de satisfaire nos revendications.